

Les élèves de la promotion sortante de l'ex-ENA sont en grève ce jeudi, après un vote à l'unanimité moins une voix, à l'appel de l'UFSE-CGT. Ils protestent contre les conditions de leur scolarité. Un échange avec le cabinet du nouveau ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, mardi, a été jugé « peu convaincant ». La semaine dernière, les diplomates étaient mobilisés contre l'extinction de leur corps.

Marie-Amélie Lombard-Latune

Sous l'apparence d'un caprice d'enfants gâtés, l'appel à la grève lancé par la promotion sortante de l'ex-ENA traduit de profondes inquiétudes sur l'avenir de la haute fonction publique. Derrière les quelque 80 élèves qui dénoncent ce jeudi « un mal-être croissant » se cachent de vraies interrogations sur la capacité à attirer les meilleurs pour devenir ces « cadres supérieurs de l'Etat » voulus par la réforme Macron : des agents agiles, affranchis d'un système de « rentes » qui propulsait à vie dans une carrière et un corps corsetés.

Avoir cassé le moule de l'Ecole nationale d'administration ne suffit pas. Un signal d'alerte s'est mis à clignoter en rouge : le nombre d'inscrits aux prochains concours d'entrée est en baisse. Dans quelle proportion ? Ministère comme école gardent le silence sur les chiffres.

Les grévistes de la promotion Germaine-Tillion, qui a commencé à l'ENA et sort sous le label Institut national du service public (INSP), déplorent « les modalités chaotiques de la scolarité ». Ils ont essuyé les plâtres d'une réforme annoncée en pleine fièvre post-Gilets jaunes. En un an, tout a changé à Strasbourg : l'état-major de l'école totalement renouvelé et les maquettes des cours élaborées dans l'urgence.

« On fait quatre fois moins de légistique et de finances publiques mais on a passé une semaine entière sur "le design du service public", en jouant avec des Lego et des Post-it, en réalisant des vidéos, regrette un élève (anonyme en raison du devoir de réserve). C'est du copié-collé des méthodes de management américaines, avec l'appel à des prestataires extérieurs. » La promotion cobaye, qui est aussi dans le flou sur les épreuves finales de juillet - une « mise en situation », sans plus de précision, assure-t-elle - estime être très mal servie sur les 90 postes proposés à la sortie, pour 82 candidats.

Carcan. Comme le prévoit la réforme, moins de postes sont ouverts dans les grands corps (huit au lieu de 15 dans les dernières décennies) et beaucoup le sont « en déconcentré ». De quoi perturber des têtes bien faites, qui ont souvent des responsabilités familiales et l'envie d'être à Paris. « Sauf à déplacer le ministère des Finances à Niort, c'est quand même là que ça se passe », soupire un élève, dépité.

Mais tout l'esprit de la réforme est bien de créer un vivier d'administrateurs de l'Etat dans lequel puiser au gré des besoins, sans carcan corporatiste ni hiérarchie trop rigide. Cette perspective peut d'ailleurs séduire à tous les niveaux. Un préfet avec vingt-cinq ans d'ancienneté se dit ainsi « prêt à sauter le pas dès

que possible ». Mais loin de là, n'ont pas le même allant. Au cabinet de Stanislas Guerini, nouveau ministre de la Fonction publique, on vante pourtant ces postes de « directeur des projets JO à Aubervilliers » ou d'« adjoint au service habitat et rénovation urbaine en Seine-Saint-Denis ».

C'est toute la haute fonction publique qui est aujourd'hui chamboulée. « Dans cette période de transition, le gouvernement a tout intérêt à bien la traiter », juge Daniel Keller qui préside l'Association des anciens de l'ENA. Cette marque de considération passe évidemment par une revalorisation des traitements. Celle du point d'indice, attendue « dès cet été », selon le ministre, et celle spécifique aux hauts fonctionnaires. Les futurs barèmes indiciaires seront scrutés à la loupe.

Aujourd'hui, les écarts peuvent aller jusqu'à 30% entre un haut fonctionnaire de Bercy et ceux appartenant à une administration moins cotée. Le ministère de la Fonction publique reste discret sur ce levier financier.

Les prépas « Talents », destinées aux élèves les plus méritants, ne font pas le plein. Les concours n'attirent plus autant « A quoi bon s'engager au service de l'Etat si les postes sont désormais accessibles à des contractuels ? », interroge un énarque

« Tout le monde devrait être tiré vers le haut. Telle est la contrepartie de la réforme. Il faut bien qu'il y ait un avantage derrière », prédit un connaisseur du système.

Cette cagnotte, pourtant, ne résoudra pas tous les états d'âme. Derrière la grève de la promo Germaine-Tillion pointent des interrogations majeures sur la perte d'attractivité de la haute fonction publique. Tout au long de la chaîne, des signaux inquiètent. Les prépas « Talents », destinées aux élèves les plus méritants, ne font pas le plein. Les concours n'attirent plus autant. « A quoi bon s'engager au service de l'Etat si les postes sont désormais accessibles à des contractuels, comme c'est le cas aux directions du Budget et du Trésor ? interroge un énarque. Ou quand l'Inspection générale des finances recrute pour des postes prestigieux des diplômés d'HEC ou de l'Essec, voire de MBA aux Etats-Unis ? »

Plumes. Leur scolarité achevée, des élèves songent à démissionner. Notamment parmi ceux qui viennent du privé. « Dans une période de quasi plein-emploi pour les diplômés, les gens peuvent choisir où travailler. La haute fonction publique n'a jamais atteint le niveau de rémunération du privé mais il y avait d'autres avantages. Aujourd'hui, même cela disparaît. Après l'INSP, vous avez deux ans à faire dans le pot commun puis vous repassez devant un comité de sélection. Ça risque d'en décourager plus d'un », constate Fabrice Melleray, professeur de droit à Sciences Po et spécialiste de l'administration.

Déjà, les indices de la dé...